



SÉANCE PLÉNIÈRE

Document 66-F
9 août 2022
Original: anglais

Note du Secrétaire général

**CANDIDATURE AU POSTE DE DIRECTEUR DU BUREAU DE DÉVELOPPEMENT
DES TÉLÉCOMMUNICATIONS (BDT)**

En complément des informations données dans le Document 3, j'ai l'honneur de soumettre à la Conférence, en annexe, la candidature de:

Mme Anusha Rahman KHAN (Pakistan)

au poste de Directeur du Bureau de développement des télécommunications de l'Union internationale des télécommunications.

Houlin ZHAO
Secrétaire général

Annexe: 1



**Mission permanente du Pakistan
auprès de l'Office des Nations Unies et
des autres organisations internationales
ayant leur siège à Genève**

Représentant permanent

N° Cand/ITU/2022

Le 29 juillet 2022

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement du Pakistan a décidé de présenter la candidature de Mme Anusha Rahman Khan, ancienne Ministre des technologies de l'information et des télécommunications, au poste de Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT) de l'UIT, à l'occasion des élections qui auront lieu pendant la Conférence de plénipotentiaires de l'UIT (PP-22), du 26 septembre au 14 octobre 2022 à Bucarest (Roumanie).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir communiquer la candidature du Pakistan aux États Membres de l'UIT, conformément aux Règles générales applicables aux procédures d'élection établies dans la Convention de l'UIT.

Vous trouverez ci-joint le curriculum vitae de Mme Anusha Rahman Khan.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma considération distinguée

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Khalil Hashmi'.

(Khalil Hashmi)

S. E. M. Houlin Zhao

Secrétaire général

Union internationale des télécommunications

Genève

CURRICULUM VITAE

Mme Anusha Rahman Khan (Avocate)

Nationalité: Pakistanaise

Courriel: anusharkhan@gmail.com

Mme Anusha Rahman Khan, avocate à la Haute Cour, nommée Conseillère régionale auprès de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth (Royaume-Uni) pour la région de l'Asie de l'Est et du Sud en 2018, et ancienne Ministre et professionnelle ayant déjà travaillé dans le secteur des TIC, a exercé les fonctions de Ministre fédérale des technologies de l'information et des télécommunications du Pakistan pendant une période continue de cinq ans et de Députée pendant une période continue de dix ans (2008-2018). Elle a suivi des études de droit et est titulaire d'un Master en droit de l'University College de Londres (Royaume-Uni), avec une spécialisation en droit et économie des secteurs, réseaux et marchés réglementés.

FORMATION:

Licence en droit, Université du Punjab, Faculté de droit, Lahore (Pakistan).

Master en droit, University College de Londres, Université de Londres.

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE:

Cornelius, Lane & Mufti, Cabinet d'avocats, Pakistan. (*Associée depuis 2018*)

Organisation des télécommunications du Commonwealth, Londres (Royaume-Uni).
(*nommée en 2018*)

Conseillère régionale auprès du Secrétaire général de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth pour la région de l'Asie de l'Est et du Sud.

Ministre fédérale des technologies de l'information et des télécommunications, Pakistan.
(*2013-2018*)

Au cours de son mandat de cinq ans en tant que Ministre des technologies de l'information et des télécommunications, Mme Khan a mis en œuvre un certain nombre de mesures de politique générale, de lois, de projets et de programmes qui ont permis d'améliorer le niveau de développement des marchés et de l'environnement des TIC au Pakistan.

Enchères de spectre: Lancement de la 3G/4G au Pakistan:

Au cours des cinq années de son mandat en tant que Ministre des technologies de l'information et des télécommunications, Mme Khan a mis en œuvre un certain nombre de mesures de politique générale, de lois, de projets et de programmes qui ont permis d'améliorer le niveau de développement des marchés et de l'environnement des TIC au Pakistan. Elle a supervisé avec succès trois tours d'enchères de spectre pour les services mobiles de prochaine génération (3G/4G), selon une approche équitable et transparente qui a été reconnue et appréciée dans le monde entier. Le taux de pénétration du large bande est ainsi passé de moins de 3% en 2013 à 40% en 2018 et à plus de 53% aujourd'hui.

Présidente des Conseils d'administration du Fonds pour le service universel et de l'entreprise Ignite:

En tant que Présidente du Fonds pour le service universel (USF.Co) et du Fonds national de recherche-développement sur les TIC (Ignite), elle a lancé plusieurs projets visant à réduire la fracture numérique entre les zones urbaines et les zones rurales du pays, à connecter les personnes qui ne le sont pas encore, à améliorer rapidement la pénétration du large bande et à encourager une culture de la recherche au Pakistan. Grâce à la priorité accordée à la création de partenariats public-privé durables dans le cadre de ces programmes et au Fonds pour le service universel, environ 88% de la population a désormais accès à des services de télécommunication. Mme Khan a fixé un objectif stratégique consistant à desservir, à l'horizon 2020, tous les villages non connectés d'au moins 100 habitants, afin de leur offrir un accès aux services large bande mobile, dans le cadre de la nouvelle initiative "Le large bande au service du développement durable".

Projets relatifs à l'inclusion numérique et à l'inclusion financière:

Les TIC et les jeunes filles:

Fervente partisane de l'autonomisation des femmes, des jeunes filles et des segments défavorisés de la société, y compris les personnes handicapées, grâce à l'utilisation des TIC, Mme Khan a dirigé la mise en œuvre d'importantes initiatives à l'échelle nationale, en particulier le programme sur "Les TIC et les jeunes filles". Ce projet pilote, lancé en 2015 dans 150 centres d'autonomisation et établissements d'enseignement destinés aux femmes à travers le pays, a été étendu à 226 écoles de filles d'Islamabad, ce qui a permis de dispenser chaque année à environ 120 000 jeunes filles une formation sur le renforcement des compétences en matière de TIC et de faire un pas de plus vers l'autonomisation des femmes et des jeunes filles grâce à l'inclusion numérique et à l'inclusion financière. Ce projet largement plébiscité a été récompensé en 2015 par un **Prix GEM-TECH**, décerné par l'UIT et ONU Femmes dans la catégorie mondiale.

"Digiskills": former un million de jeunes en ligne sur une période de 2 ans:

En 2017, le programme sur "Les TIC et les jeunes filles" a été étendu pour prendre la forme du programme "Digiskills", mis en œuvre par la société Ignite en vue de dispenser une formation en ligne aux compétences numériques à un million de jeunes en ligne en deux ans. Ce programme de formation professionnelle gratuit vise essentiellement à stimuler le marché des travailleurs indépendants dans le pays. L'objectif de ce programme était de faire du Pakistan l'un des premiers pays au monde dans ce domaine: en 2017, le Pakistan figurait dans les cinq premières places du classement, avec près de 200 000 travailleurs indépendants. Aujourd'hui, le pays compte plus de 2,4 millions de travailleurs indépendants, principalement grâce aux mesures stratégiques ciblées qui ont été adoptées pendant le mandat de Mme Khan en tant que Ministre.

Centres nationaux d'incubation:

Convaincue de la nécessité d'offrir des possibilités aux jeunes entrepreneurs et aux jeunes talents du Pakistan, Mme Khan a accordé une attention toute particulière au développement de la culture de l'entrepreneuriat technologique au Pakistan. Des **Centres nationaux d'incubation** ont été créés dans chaque capitale fédérale et provinciale, afin de promouvoir les startups et l'entrepreneuriat. Aujourd'hui, ces centres nationaux d'incubation se sont imposés comme une référence pour le développement de l'entrepreneuriat et des startups, offrant ainsi des perspectives de croissance à un grand nombre de jeunes filles et de femmes.

Mesures politiques et législatives:

Mme Khan a mis en œuvre plusieurs initiatives politiques et législatives, afin de concrétiser l'objectif d'une économie fondée sur les connaissances:

Politique du Pakistan pour le numérique:

L'une des grandes réalisations de Mme Khan en tant que Ministre a été la promotion de la vision du Pakistan dans le domaine du numérique. Elle a été le fer de lance de la toute première politique du Pakistan en faveur du numérique, approuvée par le Conseil des ministres, et a accordé d'importantes mesures d'incitation fiscales et non fiscales aux entreprises informatiques dans le but de développer le secteur des TIC.

L'objectif fondamental de cette politique tient compte du rôle des technologies de l'information et de la communication dans tous les secteurs du développement socio-économique, rôle qui ne cesse d'évoluer, de la généralisation croissante du numérique et d'une économie globale fondée sur les connaissances. Cette politique sert de cadre à un écosystème numérique dont les concepts et les composants avancés permettront la fourniture rapide des services, applications et contenus numériques de prochaine génération.

La politique vise à accélérer l'adoption de l'Internet des objets (IoT), des technologies financières, de l'intelligence artificielle et de la robotique et à permettre la mise en œuvre rentable de nouvelles technologies, notamment grâce à des normes ouvertes, à un financement fédéral ciblé et à des partenariats public-privé efficaces, tout en contribuant activement à la modernisation du programme éducatif, afin qu'il soit en phase avec les technologies émergentes et correspondent aux besoins du secteur. Elle met l'accent sur la promotion de l'infrastructure en nuage et des modèles de fourniture de services associés dans un contexte mondial, afin d'attirer des acteurs du marché aux niveaux local et international dans le cadre de programmes d'incitation spéciaux.

La politique privilégie également le renforcement des capacités dans le domaine des mégadonnées et de l'informatique en nuage, afin de développer les compétences requises pour la fourniture efficace et efficiente de nouveaux services et l'amélioration des services existants. Elle prévoit aussi la possibilité, pour les entrepreneurs locaux, les startups et les entreprises, d'acquérir des compétences essentielles et des données d'expérience et de renforcer leur crédibilité, afin d'améliorer leur compétitivité au niveau international. L'adaptation des nouvelles technologies et l'affectation de ressources à la recherche et à l'innovation figurent également au nombre des domaines d'action majeurs de la politique.

Politique relative aux télécommunications:

En 2015, Mme Khan a conduit l'élaboration de la politique relative au secteur des télécommunications, pour tenir compte des nouvelles tendances dans le secteur. L'objectif de cette politique était de mettre à la disposition des populations mal desservies ou non desservies des services de télécommunication universels, abordables et de qualité, fournis sur des marchés ouverts et concurrentiels au profit de tous.

Ensemble de mesures pour les startups:

En 2017, l'ensemble historique de mesures destinées aux startups technologiques du pays, annoncé dans le budget pour 2017-2018 a été élaboré aux côtés de tous les acteurs des secteurs public et privé.

Grâce aux effets conjugués de tous les travaux accomplis dans le secteur, les exportations de logiciels déclarées ont franchi, pour la première fois dans l'histoire du Pakistan, la barre du milliard de dollars pour l'exercice 2017-2018. Les transferts de fonds au titre des exportations de produits informatiques ont augmenté d'environ 151%, ce qui correspond à un taux de croissance annuel composé de 20%. Il s'agit du taux de croissance le plus élevé par rapport à tous les autres secteurs, et le secteur de l'informatique, qui s'est imposé parmi les cinq premiers exportateurs nets du pays, continue de se développer.

Législation:

Mme Khan a joué un rôle directeur dans la promulgation de la loi sur la cybercriminalité, baptisée "Loi de 2016 relative à la prévention de la criminalité électronique". Il s'agissait de la première loi de ce type promulguée au Pakistan, dont l'objectif était de conférer aux personnes sur l'Internet les mêmes droits que ceux dont ils disposent dans la vie courante, de prévoir des dispositions pour les équipes nationales d'intervention en cas d'urgence informatique (CERT) et de créer, notamment, de nouvelles infractions qui ne sont pas établies dans le droit matériel, afin de protéger les jeunes filles et les femmes en ligne.

Mme Khan a également supervisé l'élaboration de la version définitive du projet de loi sur la protection des données de 2018, qui fait désormais l'objet d'une consultation et a été publiée sur le site web du Ministère de l'informatique et des télécommunications.

Parcs technologiques:

Convaincue de la nécessité de créer des écosystèmes afin d'assurer la croissance du secteur des TIC, Mme Khan a mené des travaux importants sur les parcs technologiques pour ce secteur. Des travaux ont été entrepris à Islamabad, Lahore et Karachi, afin de créer des parcs technologiques à grande échelle pour répondre aux besoins du secteur. Des dizaines de parcs technologiques à moyenne échelle ont été créés dans le pays, et les travaux relatifs aux parcs technologiques à grande échelle ont été lancés.

Commerce électronique:

Avec l'apparition des technologies de nouvelle génération (3G, 4G et LTE), de nouvelles perspectives se sont ouvertes dans le pays, dont l'une des plus importantes est le commerce électronique. Mme Khan a travaillé en collaboration avec toutes les parties prenantes concernées, notamment la Banque d'État du Pakistan, les régulateurs du secteur et le Ministère du commerce, afin de modifier les cadres réglementaires et politiques pour promouvoir le commerce électronique.

Gouvernance électronique:

Mme Khan a été l'instigatrice de l'initiative relative à la gouvernance électronique au Pakistan, qui vise à accroître l'efficacité globale de l'administration publique, à renforcer la transparence, à améliorer l'accès des personnes aux services et à renforcer leur participation aux processus de gouvernance démocratique. Le Ministère des technologies de l'information et des télécommunications a été le premier ministère du Pakistan à travailler sans documents papier.

Membre de commissions parlementaires et de comités ministériels:

Outre sa fonction de Ministre, Mme Khan a été membre de différents commissions parlementaires, notamment la Commission du Premier ministre chargée des réformes juridiques, la Commission parlementaire sur les lois électorales et la Commission parlementaire sur les lois relatives à la responsabilité, ainsi que des comités ministériels de la Commission de coordination économique (ECC) et de la Commission exécutive du Conseil économique national (ECNEC).

Membre de l'Assemblée nationale du Pakistan (2008-2013)

En tant que membre de l'Assemblée nationale du Pakistan, Mme Khan a siégé aux commissions permanentes de l'Assemblée nationale sur les technologies de l'information et les télécommunications, sur les lois, la justice et les affaires parlementaires et sur les sciences et la technologie. Éluë secrétaire générale du groupe parlementaire du Forum des jeunes parlementaires, elle est un membre fondateur du groupe parlementaire sur la lutte contre la corruption. Elle a également représenté son parti au sein de la commission parlementaire qui a élaboré le 18^{ème} amendement à la Constitution. Pendant cette période, elle a également eu l'occasion d'assister les conseillers principaux sur des affaires liées à la direction du parti au sein des juridictions supérieures du Pakistan. Membre de la commission parlementaire sur les lois électorales, elle a été désignée responsable des différentes sous-commissions de la Commission permanente de l'Assemblée nationale qui ont été constituées de manière ponctuelle.

Conseillère juridique d'entreprise (2004-2007)

En tant que conseillère juridique d'entreprise pour une importante société de télécommunication menant une opération concernant de nouvelles installations, elle s'est occupée de tous les contrats commerciaux, immobiliers et techniques ainsi que des questions juridiques liées au fonctionnement et à l'exploitation des installations. Aux côtés du régulateur du secteur des télécommunications (PTA), elle a traité toutes les questions réglementaires et contribué à l'élaboration de la version définitive de la réglementation applicable à la portabilité des numéros mobiles et au cadre applicable aux opérateurs de réseaux mobiles virtuels.

Avocate associée (1992-1995)

En tant qu'avocate associée dans l'un des meilleurs cabinets d'avocats du pays, Mme Khan a essentiellement travaillé sur des questions relatives au droit des sociétés, aux télécommunications, au droit commercial, au droit bancaire, au droit civil, au droit des sociétés et au droit constitutionnel, ainsi que sur des questions liées aux fusions et acquisitions et à la rédaction de contrats, et a fourni des avis concernant des aspects réglementaires et juridiques et les questions relatives aux biens. Elle s'est également occupée des questions juridiques et réglementaires pour les entreprises Mobilink (aujourd'hui baptisée Jazz, qui a lancé le premier service de téléphonie mobile cellulaire GSM au Pakistan), Citi Bank et Askari Bank.

Avocate associée (1991-1992)

Mme Khan a débuté sa carrière d'avocate dans l'un des plus grands cabinets d'avocats du pays. Elle s'est occupée des différends et de la rédaction de documents et a assisté le juriste principal dans la préparation des affaires portées devant les juridictions supérieures du Pakistan.

Prix et distinctions:

Le Pakistan a été élu en tant que membre du Conseil de l'UIT en 2014 et a été réélu en 2018.

Mme Khan a été lauréate du "**Prix pour le spectre au service du large bande mobile**" décerné par la GSMA en 2015.

Les initiatives relatives aux TIC auxquelles elle a contribué ont été récompensées par un "**Prix GEM-TECH**", remis par l'UIT et ONU Femmes lors des GSMA Glomo Awards, en 2015.

Mme Khan a eu l'honneur de prendre la parole devant l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 2015.

En 2017, elle a reçu le "**Prix pour le leadership gouvernemental**" pour le projet phare dans le domaine des politiques baptisé "Politiques relative aux télécommunications pour 2015".

Mme Khan a été membre de la Commission des Nations Unies sur le large bande de 2016 à 2018.

En raison des politiques qu'elle a mises en œuvre et de son rôle directeur dans la transformation du secteur et de l'écosystème des TIC, elle a prononcé des allocutions lors du Forum économique mondial, du SMSI, à l'UIT, à l'OTC, à l'ICANN, à la GSMA et à l'occasion d'autres manifestations internationales, afin de présenter les études de cas du Pakistan dans le domaine des TIC.

Présidente du Conseil d'administration de quatre entreprises: (2013-2018)

Mme Khan a exercé les fonctions de Présidente du Conseil d'administration de quatre entreprises, parmi lesquelles le Fonds pour le service universel, le Fonds de recherche-développement sur les TIC (Ignite), Pakistan Software Export Board, et Telephone Industries of Pakistan.

Elle a aussi présidé le Conseil d'administration de la National Telecommunications Company.

Elle a siégé au Conseil d'administration de la Punjab Educational Endowment Fund Company (2008-2018)

Langues: Maîtrise courante de l'anglais et de l'ourdou.

Déclaration d'intention de Mme Anusha Rahman Khan, candidate au poste de Directeur du BDT

Compte tenu de la nature même des technologies distribuées et transnationales qui rendent possible la quatrième révolution industrielle, et de la nécessité de répondre aux besoins liés au développement mondial des télécommunications, qui évoluent constamment, il est plus que jamais nécessaire de renforcer les liens entre les pouvoirs publics, les entreprises et le secteur du développement. La nécessité d'établir des partenariats intersectoriels et multi-parties prenantes stables pour permettre à tous de tirer parti des avantages qu'offre la société de l'information, dans les pays en développement comme dans les pays développés, a renforcé l'importance que revêtent les organisations et les instances comme l'UIT, et en particulier le Bureau de développement des télécommunications (BDT), pour faire progresser les objectifs en matière de développement humain. Toutefois, compte tenu de l'évolution rapide des technologies, de la nature des marchés, des modèles économiques et des mécanismes de prestation de services pour diverses catégories d'utilisateurs, le Bureau a dû modifier et faire évoluer sa structure, son mode de fonctionnement et, partant, ses capacités de direction. Pour progresser véritablement sur la voie de la réalisation des objectifs, le BDT a désormais besoin d'un ensemble diversifié de compétences de direction, notamment en matière d'élaboration de politiques, de réglementation et de réflexion sur les questions d'ordre sociopolitique et sur les questions de développement pertinentes, en mettant particulièrement l'accent sur la viabilité économique et commerciale des initiatives. De surcroît, la capacité à encourager des coalitions et des partenariats réunissant un large éventail de parties prenantes issues des différentes institutions, des pouvoirs publics, de la sphère sociale, des organismes de développement et du secteur privé serait essentielle pour assurer le dynamisme du Bureau, dans l'intérêt des parties prenantes de l'UIT. Forte de l'expérience unique que j'ai acquise dans le secteur privé, et dans le cadre de la pratique du droit, de mes fonctions au Parlement ainsi que de mon mandat en tant que Ministre fédérale des technologies de l'information et des télécommunications du Pakistan (2013-2018), marqué par des réalisations intersectorielles importantes, je suis fermement convaincue que je peux incarner le leadership de nouvelle génération dont le Bureau a besoin.

Après avoir obtenu un Master en droit de l'University College de Londres (Royaume-Uni), avec une spécialisation dans les domaines du droit et de l'économie des secteurs, réseaux et marchés réglementés, j'ai eu la chance de travailler au sein du secteur des TIC, sur le terrain et dans le monde entier, ce qui m'a permis d'acquérir une solide connaissance des questions d'ordre technique, commercial et juridique relatives à ce secteur. Cette expérience pratique a façonné l'approche sectorielle que j'ai adoptée vis-à-vis de la législation et de l'élaboration de politiques relatives au secteur des TIC au fil de ma carrière, d'abord en tant que législateur, puis lors de mon mandat de Ministre fédérale, dans le cadre duquel j'ai mis en œuvre un certain nombre de programmes qui ont permis au Pakistan de rattraper le rythme de la croissance mondiale dans le domaine des TIC. Au cours de mon mandat, j'ai pris plusieurs initiatives politiques et législatives pour concrétiser la vision du Pakistan pour le numérique et l'objectif d'une société fondée sur les connaissances. Au cours de cette période, les technologies 3G et 4G/LTE ont fait leur apparition au Pakistan, et plusieurs séries d'enchères de spectre ont été organisées de manière transparente, afin de soutenir la croissance du large bande mobile. Le marché du large bande est ainsi passé de moins de 3 millions d'utilisateurs en 2013 (3%) à plus de 70 millions en 2018, puis à 119 millions en 2022 (54%). À elle seule, cette initiative a apporté une immense contribution à l'économie, avec des investissements directs étrangers de l'ordre de 3 milliards de dollars, et a permis de

renforcer les compétences techniques et de créer des emplois indépendants grâce au commerce électronique et à l'entrepreneuriat. Le succès de la politique de mise aux enchères du spectre a valu au Pakistan le "Prix pour les politiques relatives au spectre", décerné par la GSMA en 2015. Par ailleurs, j'ai dirigé l'élaboration d'une version entièrement remaniée de la Politique relative au secteur des télécommunications en 2015, l'objectif étant de faire face aux tendances se faisant jour dans le secteur, tant du côté de l'offre que du point de vue de la demande. Cette politique prévoyait également un régime complet fondé sur le marché pour la mise à disposition de fréquences sur le marché des télécommunications, lequel constituait le premier régime de ce type. Les travaux menés au sujet de la politique relative aux télécommunications ont été salués par la GSMA, qui a décerné au Gouvernement du Pakistan le "Prix pour le leadership gouvernemental" en 2017. Grâce aux interventions politiques appropriées qui ont été prises dès 2013 et à la réaction du secteur face à ces interventions, le secteur de l'informatique figure parmi les cinq premiers exportateurs nets du pays. Les exportations nettes sont ainsi les plus élevées dans le secteur des services, passant de moins de 300 millions USD en 2012 à 2,6 milliards USD aujourd'hui. Grâce à ces efforts conjugués, les transferts de fonds au titre des exportations concernant les produits informatiques ont augmenté de 151%, soit un taux de croissance annuel composé de 20%, ce qui constitue le taux de croissance le plus élevé par rapport à tous les autres secteurs et à l'échelle de la région. Il convient également de noter que le Pakistan figure au troisième rang des destinations les plus attrayantes au monde sur le plan financier pour les services délocalisés (selon l'Indice de localisation des services mondiaux d'A.T. Kearney) et parmi les cinq premiers pays au monde pour les travailleurs indépendants. Par ailleurs, en 2018, j'ai aussi mis au point la Politique du Pakistan relative au numérique, qui constitue le document de politique générale du pays dans le domaine du numérique.

Mon attachement profond à la doctrine du droit universel dont jouissent les citoyens en matière d'accès à l'information et de protection de leurs droits fondamentaux en ligne et dans la vie courante a constitué la pierre angulaire de la première loi globale sur la cybercriminalité dans le pays. Cette loi a été élaborée à l'issue d'une consultation historique de grande envergure auprès de toutes les principales parties prenantes issues des secteurs public et privé au niveau local et des principaux acteurs du secteur au niveau mondial. J'ai également été à l'origine de l'élaboration de la toute première "Politique relative à la cybersécurité", qui s'appuie sur une version adaptée des bonnes pratiques internationales sur ce sujet d'une importance cruciale, qui a également constitué un axe de travail majeur de l'Organisation des télécommunications du Commonwealth ces dernières années.

La marque distinctive de mon mandat en tant que chef de file dans le domaine des TIC a été l'attention particulière accordée au développement d'une culture de l'entrepreneuriat technologique au Pakistan. Un réseau d'incubateurs technologiques a été mis en place dans tout le pays grâce à une collaboration unique entre le secteur public et le secteur privé, dans le cadre de laquelle divers consortiums du secteur ont assuré la gestion de ces centres et de la chaîne de valeur de l'innovation. Ce modèle a rencontré un immense succès et mis en évidence l'utilité de la collaboration entre les parties prenantes sur une base commerciale. Parallèlement, l'initiative que j'ai mise en œuvre afin de construire le tout premier parc informatique national spécialisé, en collaboration avec des organismes internationaux de développement, m'a permis de vivre une expérience véritablement symbiotique, en mettant l'aide internationale au développement au service de l'écosystème des TIC dans les pays en développement.

Le programme phare visant à offrir aux jeunes filles, aux femmes et aux personnes handicapées de nouvelles perspectives socio-économiques au moyen des TIC, grâce à un système global de renforcement des capacités techniques et générales mis en place dans les écoles de filles et les

centres d'autonomisation des femmes du Pakistan, en collaboration avec Microsoft, a permis non seulement de former des dizaines de milliers de jeunes femmes à travers le pays, en leur offrant des perspectives d'emploi indépendant, mais également de mobiliser une collaboration plus large entre des institutions internationales telles qu'ONU Femmes et des géants de la technologie au niveau mondial, comme Facebook et Huawei. En reconnaissance de cette initiative et de ses incidences, j'ai été lauréate du prix "GEM-TECH" dans la catégorie mondiale, décerné par l'UIT et ONU Femmes en 2015.

Outre le rôle directeur que j'ai pu exercer dans le domaine des technologies, illustré par les diverses initiatives susmentionnées, j'ai également exercé un rôle sur le plan législatif, durant mon mandat au sein de l'Assemblée nationale du Pakistan, de 2008 à 2013, à l'occasion duquel j'ai occupé les fonctions de Secrétaire générale du Forum des jeunes parlementaires de l'Assemblée nationale; je suis également membre fondateur du groupe parlementaire sur la lutte contre la corruption.

J'ai siégé à la Commission des Nations Unies sur le large bande au service du développement durable, et la contribution que j'ai apportée aux travaux de cette Commission durant mon mandat, dans tous ses domaines d'étude et dans ceux de ses groupes de travail, a été reconnue. Ma participation et ma contribution aux travaux de la CNUCED sur le commerce électronique et à l'examen des résultats du SMSI par l'Assemblée générale des Nations Unies, et ma contribution annuelle aux travaux de l'UIT relatifs à l'inventaire des résultats du SMSI, ont non seulement été reconnues par ces organismes, mais ont également servi de base à d'autres axes de travail multi-parties prenantes. De même, j'ai contribué largement aux manifestations du Forum économique mondial relatives à l'économie numérique, notamment à celles qui se sont déroulées à New York et à l'édition annuelle du Forum économique mondial, organisé à Davos.

Je suis fière et honorée de constater que, grâce aux efforts inlassables, inclusifs et exhaustifs qui ont été entrepris par une équipe compétente placée sous ma direction, le Pakistan a désormais sa place dans l'environnement des TIC, caractérisé par le développement rapide des infrastructures et des services TIC. Comme nous nous y étions engagés, nous avons mis en œuvre notre programme en matière de développement, en particulier en ce qui concerne l'objectif consistant à connecter ceux qui ne le sont pas encore, l'inclusion numérique et la réduction de la fracture numérique entre les hommes et les femmes. Je crois que la réponse à bon nombre des problèmes et des divisions que connaissent toutes les nations réside dans une approche collective et systématique de la transformation socio-économique, grâce au potentiel offert par la technologie. Le moment est venu de franchir une étape sur la voie de la réalisation de l'objectif du Bureau consistant à fournir une "Connectivité efficace", grâce à des partenariats transnationaux et intersectoriels. Pour évaluer les progrès que nous avons accomplis en vue d'atteindre ces nobles objectifs, le rôle que jouent les TIC dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) peut être un critère de mesure approprié. Les acquis professionnels que m'ont apportés les programmes susmentionnés, lesquels ont essentiellement été déployés grâce à la collaboration avec le secteur et à la participation de multiples parties prenantes, ainsi que les capacités que j'ai pu acquérir en participant et en contribuant à des forums internationaux, m'amènent à la conviction ferme que je suis pleinement en mesure de diriger le BDT et véritablement prête à saisir cette possibilité dans une perspective d'avenir, afin de faire du BDT un organe de l'UIT qui soit souple et réactif, de façon que tous les membres de l'UIT puissent tirer parti des orientations politiques porteuses de transformation, dans l'intérêt socio-économique global de tous les citoyens du monde.
